

Touche pas à mes rentes!



Camouflet, grogne, méfiance, déculottée, raclée, claque, coup de trique, uppercut... Commentant le refus de la réduction du taux de conversion du 2e pilier, les éditorialistes suisses cumulaient lundi les métaphores soulignant l'ampleur de la défaite des autorités, du parlement et des milieux économiques. Mais ils n'oublient pas non plus qu'il «faudra remettre l'ouvrage sur le métier».

öPour Le Quotidien jurassien, ce refus du peuple est «le résultat d'un manque de confiance envers les milieux de la finance». En ne prenant pas assez de distance face à ce «monde arrogant» qui entend «conduire le bal comme avant», les politiques «en prennent pour leur grade». Et maintenant? «De deux choses l'une: soit on augmentera les cotisations, soit on repoussera l'âge de la retraite.» La Liberté de Fribourg évoque quant à elle «la méfiance» à l'égard des assureurs privés, «accusés d'avoir une conception de la justice redistributive privilégiant leurs actionnaires et leurs administrations». «Mais quelle voie choisir pour préserver à la fois le pouvoir d'achat des retraités et la solidarité entre générations?» se demande-t-elle.

öFaisant allusion au coût de la campagne des milieux économiques, L'Express et L'Impartial constatent que «l'argent déversé à flots ne suffit pas forcément pour gagner une votation» et trouvent cela «rassurant». Les quotidiens neuchâtelois critiquent «la décision bâclée, voire précipitée» prise «sous la pression des assureurs». Mais, de toute manière, «l'avenir de la prévoyance professionnelle passera par une nécessaire concertation des partenaires sociaux». Le Journal du Jura évoque également la «défiance» de la population «à l'adresse des assureurs», tout en relevant qu'on ne prévoyait guère l'ampleur du «camouflet», de la «déculottée». Le journal biennois s'en prend au camp bourgeois qui, «en voulant abaisser – maintenant – le taux de conversion à 6,4% alors que la réduction de 7,2 à 6,8% est encore en cours», «a mis la charrue avant les bœufs».

öLe Matin, lui, stigmatise les autorités qui «volent au secours de la place financière» d'un côté, et «de l'autre les assureurs qui entretiennent l'opacité autour de leurs prises de risque d'avant la crise». A ce «mauvais projet» consistant à «accélérer la baisse des rentes comme seule réponse à une situation opaque», «le coup de grâce n'a pas été porté par la gauche, relève 24 heures. Actuaire, gérants de fortune, de nombreux spécialistes (en particulier romands) ont dit leur scepticisme devant le pessimisme forcé du Conseil fédéral. Leur avis a pesé lourd auprès des indécis.»

ö«Gouverner, c'est prévoir», répétait le gouvernement ad nauseam en fustigeant l'attitude attentiste et irresponsable des opposants», analyse pour sa part la Tribune de Genève, qui n'est pas sûre que ce «vote de défiance», ce soit seulement «un mauvais moment à passer». «Le problème pour le Conseil fédéral, poursuit-elle, c'est que les défaites spectaculaires se suivent. Lors du précédent scrutin, il avait pris un coup de bâton de l'UDC qui, à la surprise générale, a fait passer l'initiative anti-minarets. Hier, nouveau coup de trique, mais asséné cette fois par une gauche triomphante. Ces revers successifs annoncent des élections fédérales très difficiles en 2011 pour les partis centristes qui contrôlent le pouvoir.»

ö«Pour autant, ce scrutin annonce-t-il un printemps social pour la gauche en Suisse?» questionne Le Courrier de Genève. Le peuple a «compris qu'il lui est tout simplement demandé de payer la crise. Ce dimanche, il a dit «ça suffit». Les syndicats sont désormais au pied du mur. Pour capitaliser sur le vote de [dimanche], leurs propositions doivent fuser. Première solution avancée: réduire les frais administratifs des assureurs vie, mieux calculer les primes, répartir les bénéfices plus équitablement. Absolument nécessaires, ces recettes sont néanmoins déjà revendiquées par les perdants [...] qui espèrent ainsi reprendre la main.»

öTon plus virulent encore dans Le Nouvelliste, qui s'alarme de la «claque que le souverain a administrée [...] aux élites», en précisant qu'elle n'a

«pas grand-chose à voir avec un banal fossé. C'est un gouffre abyssal, un abîme sans fond. C'est l'impossible compréhension. Les Suisses n'ont eu que faire des statistiques déprimantes sur la démographie, des prévisions [...] brumeuses. Ils ont dit «non» comme un seul homme [...]. Autrement dit: laissez nos rentes tranquilles! On n'a plus confiance en un système où les banques ont fait de l'argent en bourse avec nos retraites et où l'on doit éponger leurs pertes. On n'en peut plus des consensus mous d'une droite parlementaire fédérale majoritaire mais sans idées. Dans notre quotidien, dans notre chair, on est confronté à la crise et au chômage, alors ras le bol des coups de canif sociaux!»

ö C'est exactement le type d'arguments que craignait la Neue Zürcher Zeitung, pour laquelle la cause était entendue, vu la monotonie et la mollesse de ceux qui défendaient ce que le Tages-Anzeiger qualifie, pour les vainqueurs, de «pilule amère» et la Neue Luzerner Zeitung de «démantèlement social». Les citoyens ont fait «un calcul économique», écrit pour sa part l'Aargauer Zeitung: «Pourquoi les petits devraient-ils se saigner?» La même question est relayée par la Basler Zeitung: «Pourquoi devrions-nous payer pour la mauvaise gestion des managers?»

ö «Un système à peine compréhensible ne peut être transparent», analyse la Berner Zeitung. «Et à un tel système, on ne peut faire confiance, donc on glisse un non dans l'urne», comme tous les citoyens qui ont asséné «un uppercut» en votant raisonnablement «avec leur tête» et émotionnellement «avec leurs tripes», commente le Blick. Résultat: «Les difficultés à venir dans le financement des rentes, écrit le Landbote, n'ont pas disparu» après cette «raclée», tel que l'exprime la Regione Ticino. Car il ne suffit pas de demander «aux futurs rentiers s'ils sont d'accord d'accepter une diminution de leurs pensions en faveur de celles des générations futures» pour obtenir le résultat escompté, analyse enfin le Giornale del popolo qui, lui aussi, ne se faisait guère d'illusions sur l'issue du scrutin. Olivier Perrin/ATS

Le vote sur le 2e pilier: une mise au point nette des citoyens. Archives

gaetan bally/keystone

Kiosque: profusion de commentaires sur le refus de la réduction du taux de conversion du 2e pilier